

# ULTIMATUM

**Xpress**  
Septembre 2005

Bulletin de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

## Souvenirs d'une grève

Les grèves d'employé-e-s de soutien dès la rentrée ont pour certains et certaines ravivé de mauvais souvenirs et pour d'autres des sentiments de solidarité. Il importe donc qu'en ce début de session le point soit fait sur la grève générale illimitée étudiante de la session d'hiver 2005.

Lorsque la grève prenait fin, deux semaines après la signature d'une entente qui ne répondait que minimalement aux demandes et aux aspirations du mouvement de grève, nombreuses sont les personnes qui se sont montré-e-s déçu-e-s. L'entente, signée entre la FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec), la FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec) et le gouvernement Charest, n'incluait pas de compensation pour la cohorte étudiante touchée par la réforme de l'Aide financière aux études (AFE) en 2004-2005 et n'annonçait en bout de ligne que le retour partiel des sommes coupées dans les Prêts & Bourses, ce en utilisant des fonds provenant du gouvernement fédéral. Aucun changement non plus quant aux aspects non-monnaïres de la réforme (versement mensuel des prêts, bourses transférées directement aux institutions financières, etc.). Une entente qui a donc permis au gouvernement Charest de ne pas payer de sa poche l'«erreur» qu'il a lui-même admis avoir faite, tout en précipitant la fin d'un mouvement historique en obtenant au passage l'aval des Fédérations étudiantes, moins revendicatrices, et dont plusieurs associations membres n'avaient que très peu participé au mouvement de grève.

Tout comme la première offre du gouvernement, cette entente fut rapidement rejetée massivement par le mouvement étudiant. Alors même que les mandats de grève prenaient fin un peu partout, une après l'autre les assemblées générales étudiantes se positionnaient contre l'entente. En tout, les assemblées générales représentant plus de 100 000 étudiants et étudiantes ont signifié leur désaccord. D'autres allaient plus loin et condamnaient les fédérations étudiantes.

Et avec raison: côté résultats concrets, on aurait pu s'attendre à plus. Surtout étant donné la rapidité avec laquelle cette huitième grève générale étudiante a pris de l'ampleur, à travers les régions, des écoles secondaires, aux cégeps, à des associations universitaires habituellement

peu enclines à se lancer dans de telles mobilisations. Cette absence de gains qui auraient pu améliorer de façon tangible le niveau de vie des étudiants et des étudiantes bénéficiant de l'Aide financière aux études doit être questionnée. Il faut s'interroger, reconnaître que des sacrifices ont été faits, et pour obtenir quoi? À cet effet, les critiques les plus évidentes à formuler sont à l'égard de la FECQ et de la FEUQ, dont le manque total de vision leur a commandé de marteler sans cesse le chiffre « magique » de 103 millions sans demander plus, sans aborder les autres questions pressantes pour la population étudiante. Ces fédérations qui ont aussi accepté de négocier autour d'une table de laquelle la CASSÉE, instigatrice de la grève générale et actrice importante, était exclue. Certainement, lors des mobilisations futures, il faudra surveiller d'un oeil vigilant ces Fédérations dont le passé en est un de collaboration avec l'État et de récupération des luttes étudiantes, ce tout en apprenant à réfléchir de façon stratégique sur les moyens qui permettront de gagner.

On est donc en droit d'être déçu-e de constater qu'un tel mouvement, après sept semaines de grève, n'a pas amené les victoires escomptées. Pourtant, il y a aussi lieu de se réjouir qu'on ait pu, en relativement peu de temps et sans que personne véritablement ne s'y attende, amorcer, justement, un mouvement social de cette envergure. Un mouvement social qui a émergé après des années d'accalmie dans le milieu étudiant et qui a permis de lancer sur la place publique le débat sur l'accessibilité de l'éducation, sur la gratuité scolaire, qui a inspiré et qui a souligné autant l'impopularité du gouvernement Charest que la volonté de changement social global de nombreuses personnes ayant participé à la grève. On ne doit pas non plus sous-estimer les avancées que cette grève a permis d'inaugurer en ce qui concerne l'éducation politique des grévistes, par le biais des assemblées générales, des actions et des manifestations. Que des étudiants et des étudiantes avec peu de ressources et beaucoup d'énergie aient réussi cela en dit long sur le potentiel du milieu.

Le mouvement étudiant fait face à de

nombreuses difficultés, dont une des principales est de vivre dans une société au sein de laquelle la répartition des richesses se fait de plus en plus inégale. La responsabilité collective de lutter contre cette hiérarchie de pouvoirs tout en défendant le droit à l'éducation sera sans doute lourde à porter, et exigera que l'on ne considère plus nos mouvements comme étant uniquement étudiants, mais sociaux, solidaires et responsables envers les autres luttes. À court terme, cela voudra dire nous défendre, entre autres, contre la menace du dégel des frais de scolarité, tout en réitérant la nécessité de la gratuité scolaire et l'importance de construire un mouvement indépendant de l'État, démocratique et combatif.

### Mini-Chronologie

**27 septembre**

L'ASSÉ lance un ultimatum au gouvernement avec comme date butoir le 23 octobre.

**24 octobre**

Le congrès de l'ASSÉ décide d'appeler à la grève générale illimitée pour l'hiver 2005 afin que les revendications de l'ultimatum soient satisfaites; un plancher de 7 associations étudiantes devra être atteint pour déclencher la grève.

**24 février**

Déclenchement de la grève générale illimitée par une quinzaine d'associations étudiantes; 33 000 personnes tombent en grève.

**9 mars**

Les délégué-e-s de la CASSÉE rencontre le ministre de l'Éducation; ce dernier rejette toute forme de négociation et dénonce la « violence » étudiante; la CASSÉE manifeste dans plusieurs régions; le bureau du ministre Fournier occupé.

**16 mars**

Plus de la moitié de la population étudiante au Québec est en grève (230 000 personnes); la plus grosse manif de l'histoire du mouvement étudiant a lieu, organisée par la FECQ-FEUQ.

**24 mars**

Occupation des bureaux de l'Aide financière aux études au complexe G et manifestation nationale de la CASSÉE à Québec.

**31 mars**

Manifestation de plus de 2000 étudiants et étudiantes du secondaire à Montréal en solidarité avec la grève.

**2 avril**

Les médias annoncent une entente des fédérations avec le gouvernement; la FEUQ recommande à ses membres de l'accepter et de stopper la grève; la CASSÉE en congrès rejette l'entente et dénonce la collaboration et le sabotage des fédérations.

**4 avril**

Des membres de la FEUQ occupent le bureau de la FEUQ à Montréal.

**11 avril**

Les assemblées générales représentant plus de 110 000 étudiants et étudiantes ont rejeté l'entente.

**14 avril**

La CASSÉE manifeste à Montréal aux côtés des syndicats; le président de la FEUQ subit un entartage populaire.



## Plan d'action 2005-2006

Lors du dernier Congrès le 20 août 2005 au cégep François-Xavier Garneau à Québec, les délégations d'associations étudiantes membres de l'ASSÉ ont adopté ensemble un plan d'action pour l'année. Il comporte trois axes principaux : féminisme, solidarité avec les autres mouvements sociaux et éducation.

### Le féminisme à l'ASSÉ

Le féminisme occupe une place importante au sein de l'ASSÉ. C'est pourquoi nous amorçons cette année avec un plan d'action femmes complet. D'une part, l'essor de comités femmes dans plusieurs institutions scolaires stimule le besoin d'une forme de coordination nationale. En ce sens, des réunions bisannuelles seront organisées afin de permettre des échanges entre ces divers comités dont la première aura bientôt lieu au cégep François-Xavier Garneau, à Québec. De plus, la formation sera favorisée par la mise à jour de notre documentation sur le féminisme et en organisant des conférences et ateliers. Au niveau des actions, la session d'automne sera orientée sur l'organisation contre le Congrès anti-choix (pro-vie) du 17 au 19 novembre de même que sur une participation aux autres événements féministes de l'année. À l'hiver, une campagne sur la femme-objet et la marchandisation du corps de la femme sera lancée pour tenter de sensibiliser la population étudiante aux discours et publicités sexistes dans les médias.

### Solidarité avec le secteur public

Alors que l'automne s'annonce chaud dans le secteur public, nous avons convenu que ce serait une excellente occasion pour faire preuve de solidarité. Que ce soit au niveau des centres à la petite enfance, de la fonction publique ou des professeures et professeurs des niveaux primaire, secondaire ou collégial, une lutte importante entre le gouvernement et les syndicats dans le secteur public est à entrevoir. À l'ASSÉ, nous concevons la communauté étudiante comme une actrice sociale à part entière, concernée autant par les enjeux directement liés à l'éducation que par des questions de justice sociale

qui dépassent ce cadre. Comme nous avons fait appel à la société en général lors de notre grève l'an dernier et que nous avons reçu des appuis de toutes parts en provenance du milieu, c'est à notre tour d'affirmer et de démontrer notre solidarité.

Tout d'abord, une campagne d'information permettra à la population étudiante de mieux comprendre les revendications et les moyens d'action mis de l'avant par les syndicats du secteur public. Puis, afin d'allier la théorie à la pratique, les assemblées générales seront consultées sur la possibilité d'organiser des actions de solidarité pouvant aller jusqu'à quelques journées de grève flottantes. Ces actions ou journées de grève sont envisagées comme des appuis pouvant être utilisés en cas d'une loi spéciale qui forcerait un règlement du conflit ou encore lors d'événements ouverts à la population.

### Éducation

Évidemment, notre plan d'action ne saurait être complet sans que l'éducation soit visée plus spécifiquement. Comme nous n'avons pas obtenu l'entière satisfaction de nos revendications lors de la grève de l'an dernier, les revendications soulignées pendant celle-ci refont surface à nouveau cette année. Tout d'abord, la question de l'Aide financière aux études (AFE) sera l'objet d'une vaste consultation portant sur les problèmes et les solutions nécessaires à l'amélioration du programme. Cette consultation, assortie de formations et de recherches, a comme objectif à moyen terme l'élaboration d'une plateforme commune à travers le mouvement étudiant qui permettra à l'avenir une action offensive concertée qui obtiendra des gains pour l'ensemble de la population étudiante.

Le frais afférents (frais supplémentaires exigés par les institutions scolaires) continuent leur hausse encore cette année. Devant cette situation, l'ASSÉ encouragera les assemblées générales à réitérer leur revendication de la gratuité scolaire comme la solution nécessaire au problème grandissant de l'(in)accessibilité aux études. De plus,

une grande manifestation pour l'accessibilité aux études se tiendra le 26 octobre 2005 à Québec afin de souligner l'anniversaire de l'appel à la grève, lancé par l'ASSÉ un an auparavant. Ce sera également l'occasion de faire entendre notre mécontentement quant à l'entente signée sans notre consentement par les fédérations étudiantes avec le gouvernement.

Le maintien de l'intégrité du réseau public des cégeps sera lui aussi à l'ordre du jour. Une campagne d'information et de formation sur cet enjeu aura lieu, de même qu'une coopération accrue avec les enseignantes et enseignants dans ce dossier.

Finalement, comme la défense de nos principes est indissociable de notre stratégie, le syndicalisme de combat sera à nouveau appliqué et appuyé. D'une part, nous soutiendrons l'essor d'associations étudiantes là où leur naissance est difficile, que ce soit dans les écoles secondaires ou dans des cégeps où ce droit est bafoué comme à Dawson. Ensuite, nous prévoyons tenir notre Congrès d'orientation en novembre, ce qui sera un exercice d'introspection sur les quatre années d'existence de notre organisation nationale. Puis, suivra le Forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat, prévu pour l'hiver 2006. Celui-ci tentera de dégager les raisons qui ont vu l'éducation se détériorer sans cesse dans les dernières années et d'élaborer les stratégies qui permettront au mouvement étudiant de lutter plus efficacement pour une meilleure éducation pour tous et toutes.

Comme vous pouvez le constater, l'année qui s'amorce ne sera pas de tout repos. Cependant, n'oubliez pas que pour que tout cela soit réalisable et efficace, nous avons besoin de votre participation. Investissez vos exécutifs et comités de mobilisation, participez à vos assemblées générales et aux Congrès nationaux! La démocratie étudiante dépend de vous!

Si vous voulez plus de détails sur notre plan d'action, visitez notre site internet au [www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca).

# CAMP DE FORMATION 23 AU 25 SEPT.

Participez à nos conférences et discussions portant sur plusieurs thèmes tels que l'accessibilité aux études, le réseau collégial, le féminisme et le syndicalisme étudiant.

Pour plus d'information ou pour réserver, contactez-nous !

**Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante**  
2570 rue Nicolet, local 301 Montréal (Québec) H1W 3L5

Pour nous joindre par téléphone : (514) 390-0110  
Par courriel à notre bureau : [webmestre@asse-solidarite.qc.ca](mailto:webmestre@asse-solidarite.qc.ca)  
Pour rejoindre l'équipe du journal : [ultimatum@asse-solidarite.qc.ca](mailto:ultimatum@asse-solidarite.qc.ca)

Pour plus d'informations : [www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)

